

Je reviendrai plus loin sur les aspects nationalistes de cette déclaration, mais je crois que c'est là un exemple d'une attitude qui ne peut pas conduire à une stimulation efficace de la recherche et du développement dans nos industries.

En premier lieu, \$50,000 par année est une maigre somme à une époque où le jeune homme qui vient d'obtenir son doctorat gagne à peu près \$12,000 par année. Mais plus malheureux encore est le fait d'exiger l'approbation préalable du développement projeté. Avec les meilleures intentions et les fonctionnaires fédéraux les plus compétents, comment réviser l'estimation des industriels qui ont une meilleure formation scientifique et dont la situation même dépend du succès des projets de recherche et de développement de leur compagnie?

Ce n'est pas tout à fait la même chose que dire que ce qui est bon pour General Motors l'est aussi pour les États-Unis. Nous parlons ici d'un domaine très spécialisé, où il s'agit d'évaluer les chances de succès d'un programme de recherche projeté. Le gouvernement ne saurait, pour en juger, trouver de meilleur critère que la disposition d'un contribuable à investir son propre argent dans le programme et à accepter que l'aide du gouvernement prenne la forme de réductions d'impôts sur le revenu dont il profitera seulement si ses efforts sont couronnés de succès, non seulement en ce qui a trait au projet particulier mais à l'ensemble de son activité.

Dans les recommandations du Comité du Conseil économique, dont j'ai déjà parlé, nous avons été très précis en insistant pour que l'aide du gouvernement à la recherche et au développement dans l'industrie prenne la forme de réductions d'impôts et que des dispositions prévoient la possibilité de reporter sur des années à venir les frais de recherche subis durant les mauvaises années. Nous avons désapprouvé le plan de subventions aux projets préalablement approuvés comme formule générale d'encouragement. Assurément, il peut y avoir un plan de subventions à des projets particuliers, mais il doit n'être que complémentaire du programme principal.

Il me semble bien peu probable que des compagnies entreprennent des recherches futiles. Il est certain que bon nombre de travaux de recherche aboutissent à une impasse et, selon certains critères, ils peuvent alors être considérés comme un gaspillage. Mais ce sont là les règles du jeu.

Pour que la recherche soit couronnée de succès, il lui faut l'intérêt et l'appui de la direction. Cela veut dire, en premier lieu, que l'objet de la recherche doit être lié aux besoins des affaires de la compagnie; deuxièmement, pour attirer et retenir les chercheurs de talent, les projets de recherche doivent

présenter un intérêt scientifique; et, troisièmement, l'aide financière doit être assurée de façon continue. Ces objectifs peuvent être atteints le plus efficacement et au moindre coût global pour le contribuable par des réductions de l'impôt sur le revenu des compagnies. Ces stimulants sont offerts à tous et sont très faciles à administrer. Ils peuvent contribuer considérablement au coût de la recherche et, cependant, ils exigent que les compagnies qui veulent s'en prévaloir s'engagent aussi financièrement. En d'autres termes, je crois que les efforts du gouvernement pour stimuler l'activité en ce domaine doivent tendre à améliorer le climat plutôt qu'à soutenir des projets particuliers qui peuvent être en cours à certains moments.

5. Les aspects internationaux de la recherche et les sociétés internationales:

Un fait nouveau vraiment capital qui s'est produit au cours de notre siècle, du point de vue du commerce mondial et du climat économique général, c'est l'apparition de ce qu'une définition large appelle les sociétés internationales et le rôle qu'elles jouent dans le commerce mondial et la croissance économique. Je ne crois pas qu'il existe de statistiques permettant de mesurer leur influence, mais on peut faire quelques estimations. J'ai pris connaissance, l'autre jour, de calculs qui m'ont frappé. A partir du chiffre des investissements directs des États-Unis à l'étranger, estimé à environ 55 milliards de dollars, on peut croire que le volume des ventes qui en résultent représente deux fois ce chiffre, soit 110 milliards. Les chiffres correspondants pour le reste du monde libre pourraient bien porter cette somme à 200 milliards de dollars par année. On peut ensuite comparer ces chiffres au produit national brut des pays du monde libre, lequel est de 1,750 milliards. Ces 200 milliards, bien que la somme soit importante, peuvent paraître assez peu mis en regard des 1,750 milliards, mais si l'on fait une projection, mettons sur vingt ans, et que l'on suppose un taux de croissance annuelle du produit national brut de 4 p. 100 et un taux de 10 p. 100 pour les sociétés internationales, et ces prévisions de 4 et de 10 p. 100 sont parfaitement justifiées par l'expérience récente, on arrive alors à la conclusion qu'en 1987 un tiers du produit national brut des pays libres proviendra des sociétés internationales. Je ne veux pas attacher plus d'importance qu'il ne faut à cette arithmétique, mais je crois que de tels calculs montrent bien que les sociétés internationales sont, hors de tout doute, une force dont il faudra tenir compte dans tout programme à venir.

Ces sociétés basent leur activité, dans une très grande mesure, sur la recherche scientifique et leurs dimensions mêmes leur sont imposées, entre autres raisons, par la néces-